

Un “paquet”-cadeau... empoisonné de l'Europe néolibérale

Et pourtant, ce fut une présentation outrageusement tendancieuse et optimiste qui fut faite aux membres de la Plate-forme belge par Maggie De Block dans son speech d'introduction, puis plus en détail par son fidèle porte-parole, Julien Van Gertsom, président du SPP-IS. Lequel a d'emblée affirmé que la “Stratégie 2020” aurait tiré les leçons de l'échec unanimement reconnu de la défunte “Stratégie de Lisbonne” [Ⓐ], et développé en conséquence des accents à la fois plus concrets et plus sociaux.

MÉTHODE COUÉ

Une “correction” qui, toujours s'il faut l'en croire, serait une victoire à mettre à l'actif de la Plate-forme belge et de son intense et fructueux lobbying auprès de la Commission, ayant infléchi considérablement les recommandations de celle-ci - on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même (voir l'encadré “Cocoricos noirs-jaunes-rouges”)... Et d'appeler les porte-parole des différents réseaux de lutte contre la pauvreté et autres “témoins de vécu” présents à poursuivre leur travail “participatif” en faisant part de leurs constats, critiques et suggestions, lesquels seraient bien entendu scrupuleusement pris en compte. Bref, un superbe exercice de démagogie, sur le mode “gaullien” bien connu du “Je vous ai compris!”, et d'auto-encensement, façon: “Nous avons été entendus.”

Ne pouvant évidemment reprendre ici l'ensemble de ces prétendus points positifs passés en revue par le président du SPP-IS dans son

COMME NOUS L'AVONS MENTIONNÉ DANS LE PRÉCÉDENT ARTICLE, LE 28 MARS DERNIER, LE SPP-INTÉGRATION SOCIALE RÉUNISSAIT LA “PLATE-FORME BELGE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE” [Ⓐ], EN VUE DE LUI VANTER LES MÉRITES DU “PAQUET D'INVESTISSEMENT SOCIAL” (SIC) DE LA “STRATÉGIE 2020” [Ⓑ], CENSÉ INCARNER ENFIN LE VOLET SOCIAL DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE - CE MONSTRE DU LOCH NESS DONT ON NOUS PROMET L'AVÈNEMENT “IMMINENT” DEPUIS DEUX DÉCENNIES. CEPENDANT, À LA LECTURE DE CET INDIGESTE PENSUM, DÉDIÉ À LA SOI-DISANT “LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET POUR L'INCLUSION SOCIALE” À LA SAUCE EUROCRATE, ON DÉCOUVRE UN CONCENTRÉ D'IDÉOLOGIE ET DE POLITIQUE ULTRALIBÉRALES, DONT MÊME L'EAPN [Ⓒ] S'INQUIÈTE DANS SON ANALYSE TRÈS CRITIQUE [Ⓓ].

Denis Desbonnet
CSCE

allocution, nous nous contenterons d'en relever les plus marquants... et plus dérangeants.

TOUT ET SON CONTRAIRE

Entre autres perles, il a ainsi cité... “une meilleure flexibilité du

l'objectif fixé par l'Union: un taux d'emploi de 75 % pour la population entre 25 et 64 ans [Ⓛ]... à atteindre encore et toujours via une activation tous azimuts. Laquelle fut d'ailleurs durant toute la journée utilisée comme un

repris cette fois par Maggie De Block, sur le fait qu'il ne fallait pas “laisser les gens livrés à eux-mêmes, ne pas les abandonner au bord de la route...”. On le voit, en fait de nouvelle stratégie, ce sont les bonnes vieilles recettes de l'État social actif qui sont réaffirmées, comme seules solutions au chômage de masse.

“LE STATUT COHABITANT FORCE LES GENS À LA ‘FRAUDE SOCIALE’.”

marché du travail”, censée améliorer l'employabilité (la voie royale de sortie de la précarité selon la doxa européenne)! Et de rappeler

synonyme pur et simple de “l'inclusion active” vantée par l'Union européenne: confusion éloquent. Avec à l'appui, l'habituel couplet,

Par contre, un axe nouveau émerge de manière dominante: la lutte contre la pauvreté infantile, dont la ministre déclara qu'elle visait ni plus ni moins que son éli-

mination à travers un programme spécifique! Un effet d'annonce particulièrement paradoxal, car quelques minutes plus tard, Julien Van Gertsom nous expliqua: "Nous savons qu'en 2010, à la fin de la Stratégie de Lisbonne, nous n'avons pas obtenu l'éradication de la pauvreté annoncée en 2000. Nous en avons tiré la leçon: il vaut mieux se doter d'objectifs moins généraux, plus modestes et précis." Cherchez l'erreur...

Mieux encore: pas à une contradiction près, il a également souligné qu'une autre des conclusions de cet échec était qu'il valait mieux désormais "se focaliser sur les besoins (l'emploi, l'éducation, la culture...)", car "la précédente approche par "groupes-cibles" s'est avérée inefficace, avec ses mesures visant tantôt les jeunes, tantôt les minorités ethniques, tantôt... les enfants!" Comprenez qui pourra...

LES "PAUVRES ENFANTS", ALIBI POUR UN CONTRÔLE SOCIAL RENFORCÉ

Au-delà de ces contradictions manifestes, plus fondamentalement,



APRÈS LA STRATÉGIE DE LISBONNE LA STRATÉGIE 2020

Cocoricos noirs-jaunes-rouges

Une constante dans les discours de Maggie De Block et de Julien Van Gertsom a donc été de décerner à la Belgique un brevet "social" de première classe, celle-ci ayant à les en croire joué un rôle particulièrement actif et positif pour y inclure divers éléments déterminants en vue de rééquilibrer en ce sens la Stratégie 2020. ④

Ainsi, en 2010, l'introduction de l'objectif d'un revenu minimum européen, aurait été défendu par un Philippe Courard très isolé au départ, lequel aurait triomphé des réactions initiales fort hostiles. Revenu minimum qui se retrouverait donc dans le "Paquet d'investissement social", dans des formulations très proches de ce qu'il avait proposé. De même, si la notion de "budgets de référence" ⑤ a été reprise au Comité de protection sociale, ce serait aussi grâce à la ténacité des négociateurs belges, les universités d'Anvers et de Liège se voyant

confier une étude en la matière.

Toujours dans la même veine des autosatiscits, ce serait largement à la Belgique que reviendrait le mérite d'avoir obtenu que les Fonds Sociaux Européens voient leur action élargie à la lutte contre la pauvreté, à laquelle ils consacraient désormais 20 % de leur budget - notamment en prenant le relais de la Politique Agricole Commune dans le financement des banques alimentaires, ou encore par des subsides aux CPAS. Notre pays aurait en effet insisté pour que ces Fonds ne soient plus strictement réservés aux politiques de l'emploi ni aux seuls travailleurs, une recommandation qui aurait "été prise au sérieux" par la Commission européenne.

Autre motif de satisfaction affiché par Julien Van Gertsom: le fait que la problématique du sans-abrisme, un des quelques axes

centraux du "Paquet" ⑥, fasse l'objet d'une "conférence de consensus". Un concept emprunté au jargon médical, signifiant comme son nom l'indique la réunion de toute une série d'experts du milieu concerné, en vue de dégager un consensus sur le diagnostic et la cure de certaines... pathologies! Une terminologie révélatrice elle aussi d'une approche "prophylactique" très douteuse, participant de cette "médicalisation du social" que nous avons déjà dénoncée à plusieurs reprises dans cette revue.

Enfin, cerise sur le gâteau, c'est avec fierté que le président du SPP a annoncé que ladite conférence serait présidée par... Frank Vandenbroucke en personne, comme un gage du crédit de notre pays en matière sociale. Voilà qui nous enchante: les chômeurs victimes depuis bientôt dix ans de la chasse initiée par l'ex-ministre de l'Emploi apprécieront, n'en doutons pas!

mettre l'accent sur une action contre la pauvreté des enfants est certes archi-consensuel (qui pourrait s'opposer à une intention aussi louable?)... mais aussi particulièrement pervers.

Tout d'abord, parce que, au-delà de cette action spécifique, Maggie De Block prétend en faire un véritable "levier" pour une politique sociale plus globale: "En agissant sur les enfants, c'est toute la famille, les parents aussi, qu'on peut sortir de leur situation." Or, comme le dénonçait il y a un an dans nos colonnes Bernadette Schaeck, de l'association Défense des Allocataires Sociaux, il faudra nous expliquer comment le gouvernement entend "supprimer la pauvreté des enfants en précipitant leurs parents dans la plus grande précarité" (notamment à travers la traque à la "fraude sociale" qui fait l'objet de l'article "La chasse aux pauvres redouble d'intensité"). De toute évidence, c'est bien plutôt

le contraire: en appauvrissant les parents, on frappe aussi de plein fouet les enfants!

Mais aussi et surtout, au nom de "l'intérêt supérieur de l'enfant", privilégier un tel axe est lourd de nouvelles dérives culpabilisatrices, intrusives et arbitraires. En effet, implicitement, ce sont les parents

chant sur la pratique généralisée de retrait de force d'enfants pauvres arrachés à leurs familles. Celles-ci étant jugées "inaptes" à garantir les critères de bonne et saine éducation bureaucratiquement établis par des psychologues et assistants sociaux d'organismes étatiques, se voient déchues de leur droits parentaux. Leurs en-

proches sont toutefois suffisamment alarmants, dès lors qu'on accepte des présupposés tels que ceux promus dans cette nouvelle "croisade" européenne. Surtout qu'on sait que, en matière sociale, le "modèle" britannique a ses émules chez nous, comme on l'a vu dans le régime chômage, Frank Vandembroucke ne faisant pas mystère de son inspiration "blairiste".

COMMENT LE GOUVERNEMENT ENTEND-IL SUPPRIMER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EN PRÉCIPITANT LEURS PARENTS DANS LA PLUS GRANDE PRÉCARITÉ ?

qui sont pointés comme au moins partiellement responsables de la misère de leur progéniture. Une logique dont on voit en Grande-Bretagne ce qu'elle peut donner, à travers un retour en force de l'"hygiénisme social", stigmatisant les milieux populaires et débou-

fants étant souvent même confiés ensuite à l'adoption par d'autres familles jugées plus conformes, et comme par hasard socio-économiquement bien plus favorisées!

Certes, on n'en est pas encore là en Belgique, mais ces exemples

UN ZESTE DE CRITIQUE...

Dans cette évaluation hyper-favorable, Julien Van Gertsom a toutefois dû concéder quelques commentaires moins approuvateurs – reflet manifeste des réactions bien plus négatives "remontant" des associations de terrain associées à ce bilan.

"Ce qu'on entend de toutes parts au niveau européen, ce sont uniquement des économies budgétaires. Or, en Espagne, on connaît un taux de chômage des jeunes de 55 %, et en Italie de 50 %, et à l'échelle de tout le continent, on en est à un quart!" [...] "La politique sociale doit investir dans le capital humain [remarque la terminologie révélatrice...]. Dans la plupart des États, on constate une réduction des allocations, des politiques restrictives et exclusives sur le plan social."

Mais aussitôt, l'habituelle vulgate activatrice reprend le dessus: "Si on paye des allocations, il faut veiller aussi à offrir des opportunités aux personnes, notamment en terme de formation: là aussi, il faut un investissement social tout au long de la vie." Un refrain faisant écho à cette formule rabâchée de "la formation tout au long de la vie", appelant les travailleurs à faire preuve de flexibilité accrue, à s'adapter encore et toujours, car censément, dans "un monde en mutation", plus rien ne serait acquis ni sûr. Chacun devant en conséquence accepter un recyclage et une reconversion permanents, et se préparer à multiplier, voire combiner, divers types d'emploi.

L'EAPN dénonce l'imposture "sociale" européenne

Nous y avons fait allusion plus haut: le Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN en anglais) a analysé en détail ce fameux "Paquet" dans un document très critique (voir nbp D), au sous-titre éloquent: "Va-t-il réduire la pauvreté?". À la lecture de ce document, on comprend que poser la question c'est y répondre... par la négative.

Aussi, à la veille de la rencontre des ministres européens des Affaires sociales, il leur a adressé une lettre où il leur fait part de trois "préoccupations principales", dans un langage certes diplomatique mais sans ambiguïté.

Tout d'abord, il constate que: "Loin d'atteindre l'objectif européen de réduire le nombre de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale de 20 millions de personnes, les derniers chiffres officiels montrent une augmentation d'environ 4 millions de personnes, directement liée aux politiques d'austérité. Le chômage, la pauvreté et les inégalités qui en résultent alimentent les troubles sociaux, la xénophobie et le racisme, qui minent la stabilité et la cohésion sociale au sein et entre les États membres de l'UE."

Ensuite, il souligne la contradiction entre les objectifs proclamés de ces ministres en faveur d'une "vision équilibrée du progrès social et la cohésion sociale"... et les politiques effectivement menées.

Enfin, il dénonce l'intervention croissante de l'UE dans la "gouvernance économique et le Pacte budgétaire", et leur impact sur les dépenses sociales des États membres, ce qui "soulève de sérieuses questions de légitimité juridique et de contrôle démocratique, en plus de saper la confiance dans le projet européen", concluant que: "Ceci est en contraste frappant avec les demandes de coopération positive pour garantir des normes sociales de haut niveau au sein de l'UE, souvent bloquées pour des raisons de "subsidiarité".

On ne saurait mieux dire... Et quand on sait que l'EAPN est un réseau qui a été directement mis en place par la même Union européenne comme son interlocuteur et consultant privilégié en matière de politique sociale, on a envie d'ajouter: "Si c'est eux qui le disent!"



... MAIS POINT TROP N'EN FAUT

Enfin, trois autres thèmes évoqués par Julien Van Gertsom ont complété cette panoplie de recommandations restant bien dans les clous de la doctrine libérale européenne.

D'abord, la question des retraites. Certes, on ne peut que souscrire au préambule de son propos: "Il faut des pensions suffisantes. Si vous avez assez de pouvoir d'achat, vous avez accès à une vie digne, mais aussi à la consommation, ce qui est bon pour l'économie. Cela permet l'épanouissement personnel, mais en plus, cet argent-là ne disparaît pas dans les comptes d'épargne. Ce qui permet de mieux encaisser les chocs économiques. On l'a vu en Belgique: la bonne protection sociale a amorti le choc de la crise." Mais sûrement pas à sa conclusion: l'incontournable couplet sur "le défi du vieillissement", qu'il faudrait veiller à financer "anticipativement". Un discours bien connu,

matraqué à l'envi dans les médias et le monde politique pour préparer la population au recul de l'âge de la pension et au plafonnement, voire à la diminution, de celle-ci. Alors que

Ensuite, la piste d'une attribution des allocations familiales sur le principe d'un "universalisme progressif" - comprenez réservé seulement à "ceux qui en ont le

innocente, alors que se multiplient les plaidoyers en ce sens, en ces temps de transferts de compétences aux Communautés et Régions $\text{\textcircled{O}}$, sans que les moyens ne suivent au *pro rata*.

“LA RAISON POUR LAQUELLE ILS VOUS REFUSENT LE REVENU D'INTÉGRATION EST SOUVENT VOTRE “MANQUE DE COLLABORATION”. AU CONTRAIRE, C'EST LE CPAS QUI NE COLLABORE PAS, ILS NE VOUS DONNENT PAS TOUTES LES INFORMATIONS, PUIS VOUS DISENT QUE C'EST VOUS QUI NE COLLABOREZ PAS!”.

de nombreux auteurs, dont Mateo Alaluf en Belgique, ou Bernard Friot en France, ont démontré l'inanité de cette psychose organisée autour du "gouffre impayable des pensions" $\text{\textcircled{M}}$...

plus besoin", selon les termes mêmes du président du SPP (à l'image du même prétexte avancé quelques minutes plus tôt à l'appui de la chasse aux "fraudeurs sociaux" $\text{\textcircled{O}}$)... Une proposition pas

Mais qui, de plus, s'inscrit dans une logique sonnante le glas de toute solidarité, et à terme de la Sécu. En effet, comme le souligne une fois encore Mateo Alaluf $\text{\textcircled{P}}$, instaurer un plafond de revenus au-delà duquel certains avantages et droits sociaux ne s'appliqueraient plus est l'exemple-type de la "fausse bonne idée" ou plus exactement de l'idée faussement "sociale et redistributive". Car ce serait à très court terme voir les classes moyennes et supérieures refuser de continuer à contribuer financièrement - et proportionnellement plus, en vertu de la progressivité de l'impôt et des cotisations - à un système qui leur refuserait ses services et rétributions en retour, au prétexte juste-ment de ces revenus supérieurs! \rightarrow

La précarité telle qu'elle se vit, telle qu'elle se dit

Lors de cette "Journée ouverte", en contrepoint de la défense inconditionnelle de ce volet pseudo-social de la politique européenne par ses relais institutionnels, on a pu entendre de solides notes discordantes dans la bouche des témoins des associations "où les pauvres ont la parole".

Une sélection de ces "vérités qui dérangent":

"Il y a un grand contraste entre la réalité et les promesses faites par la politique (l'accord gouvernemental, la reconnaissance que les revenus sont trop bas...)."

"La vie est devenue plus chère, donc au fond, les bas revenus sont encore diminués."

"Je suis de nouveau sur la mutualité. Toutes les deux semaines, je reçois 317 euros. Quand j'ai payé mes factures, il n'en reste plus un sou. Heureusement que j'ai mon copain."

"Le statut cohabitant force les gens à la "fraude sociale"."

"Nous reportons nos visites médicales, ce qui empire parfois les choses et rend les coûts des soins de santé encore plus élevés."

"Les gens qui ont un compteur à budget sont souvent abonnés aux fournisseurs énergétiques les plus chers."

"Nous vivons dans un État de droit, notre pays ne peut pas tomber dans un système totalitaire: au lieu de citoyen, on devient "sujet"."

"Soi-disant un droit, mais il faut renoncer à votre liberté, ainsi, vous perdez quelque chose de précieux: votre auto-estime."

"La raison pour laquelle ils vous refusent le revenu d'intégration est souvent votre "manque de collaboration". Au contraire, c'est le CPAS qui ne collabore pas, ils ne vous donnent pas toutes les informations, puis vous disent que c'est vous qui ne collaborez pas!".

"Quand on oblige les gens à prendre un job qu'ils n'aiment pas ou pour lequel ils n'ont pas les compétences – comme en Allemagne –, alors on crée des gens malheureux. Les gens en bas de l'échelle semblent être des créatures qui n'ont plus aucune liberté. On ne pose que la question économique: et le bien-être, dans tout ça?"

"Le revenu de remplacement ne peut être une aumône pour adoucir l'inégalité extrême."

"À cause de la privatisation, beaucoup de services sont devenus inabordables. Ceci a un effet important sur le revenu."

"Quand votre revenu augmente un petit peu, votre loyer augmente aussi, comme le tarif de l'aide familiale, parce que vous vous retrouvez dans une tranche plus élevée. À la fin, il vous reste autant ou même moins qu'avant."

"Nous avons peur d'aller chez le médecin, nous faisons des économies sur notre santé. Ce n'est pas acceptable, les soins de santé devraient être gratuits. L'enseignement aussi, qui devient de plus en plus cher. Tout ce qui est obligatoire dans notre société devrait être gratuit!"

"Quand vous comparez devant le Conseil du CPAS, vous devez faire la bête et répéter des questions, ainsi vous avez le temps de préparer et formuler votre réponse. Il faut toujours se méfier que vous ne vous faites pas rouler. Il faut vraiment se défendre par soi-même."

"Les conseillers du CPAS sont des gens intelligents, et vous, vous n'êtes qu'un pauvre type, qui doit être accompagné, qui ne peut rien faire de manière indépendante... selon eux. Mais de l'autre côté, vous êtes censé être capable de comparaître devant un conseil de 12 intellectuels!"

"Les différents gouvernements et les différents niveaux politiques se réfèrent l'un à l'autre, alors que chaque gouvernement a pourtant des leviers."

"Une augmentation des bas revenus? Oui, mais... "si ceci, si cela", etc."


"Une solide politique relative aux revenus implique une justice fiscale et une répartition."

"Les services du CPAS doivent être davantage de qualité: surtout le respect et la confiance sont importants."

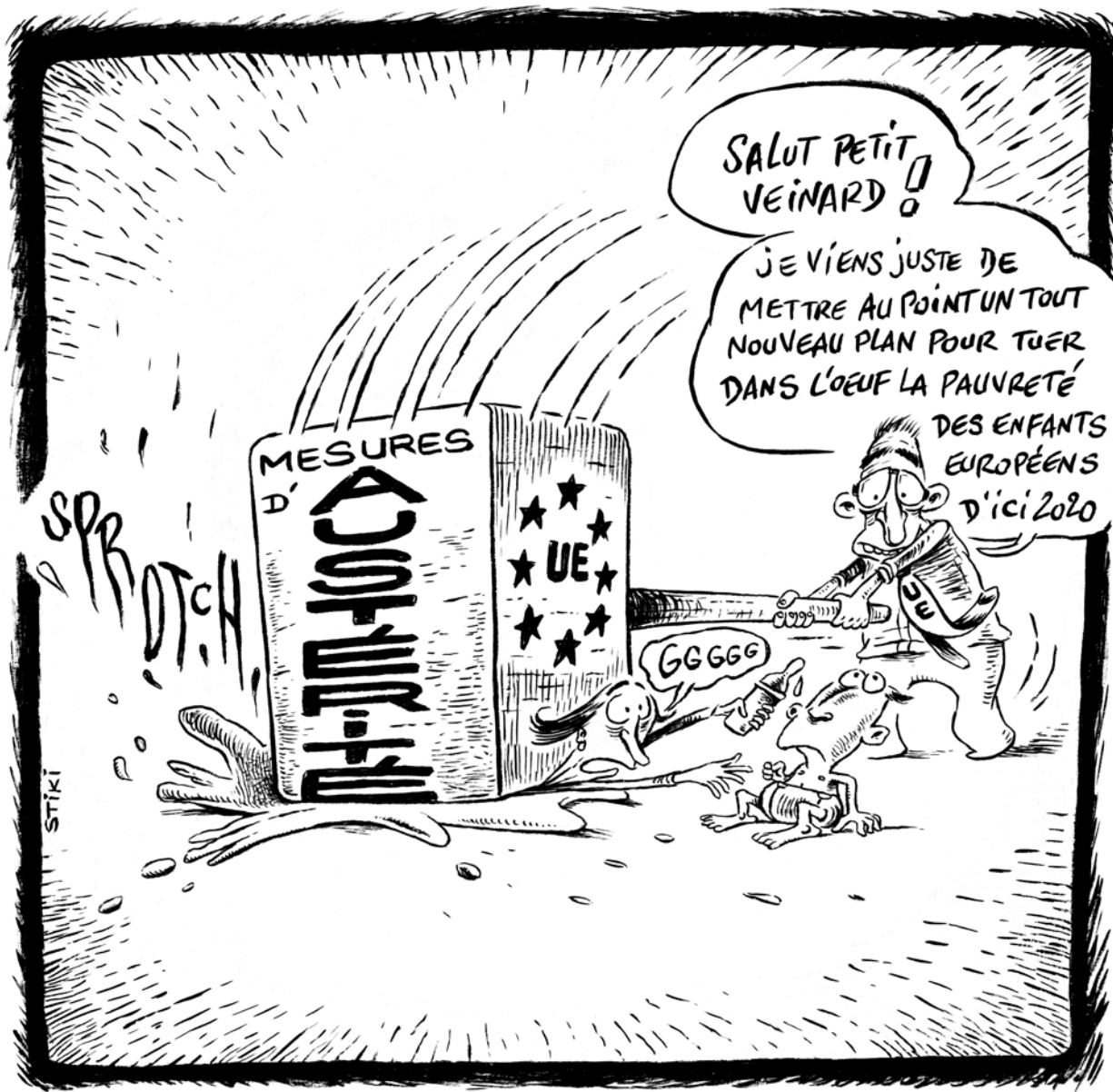
"Si vous êtes pauvre, vous vous retrouvez au CPAS, et on vous "pinaille", vous n'avez plus le droit à votre voiture..."

L'ART DU DOUBLE LANGAGE

Enfin, summum dans ce double discours, le président du SPP se fendit d'un dernier "bémol", en se permettant là un vrai commentaire réprobateur: "Je dois souligner aussi un passage du Paquet qui ne nous convient pas, car contraire à notre tradition [sic]: la conditionnalité des allocations qui y figure, par exemple en soumettant leur octroi au suivi d'une formation. Nous ne sommes pas pour cette conditionnalité." Un "scrupule" qui ne dura cependant pas longtemps, car, dans la foulée, il poursuivit en précisant "Cela dit, nous sommes quand même pour que l'on fasse des efforts, dans une logique des droits et des obligations". [sic]

Ouf! Connaissant le postulat totalement pro-activation de l'intéressé, impliquant son lot de sanctions et exclusions arbitraires d'allocataires soumis au "Projet individualisé d'intégration sociale"  pour soi-disant "non-respect du contrat", et sa conversion inconditionnelle à la "lutte contre la fraude" encore exprimée durant toute la journée, on se disait bien qu'il ne pouvait sérieusement contester la conditionnalité de l'aide sociale...

Bref, même là où on trouverait marginalement à redire à ce "Paquet" si vertueux, à l'examen plus approfondi, on ne pourrait que s'y rallier. Dommage que les représentants des associations de précaires invitées n'aient pas fait preuve d'un tel enthousiasme (voir encadré "La précarité telle qu'elle se vit, telle qu'elle se dit"). ■



④ Voir note A de l'article "La chasse aux pauvres redouble d'intensité"

⑤ Europe 2020 est la stratégie de croissance que l'Union européenne a adoptée en 2010 pour les dix années suivantes. Selon son préambule : "Dans un monde en mutation, l'Union doit devenir une économie intelligente, durable et inclusive. Ces trois priorités qui se renforcent mutuellement doivent aider l'Union et ses États membres à assurer des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale" Source : http://ec.europa.eu/france/news/evénements/europe-2020/index_fr.htm.

⑥ L'EAPN (Réseau européen de lutte contre la pauvreté en français), rassemble les 29 réseaux nationaux de lutte contre la pauvreté ainsi que 18 organisations européennes poursuivant le même objectif. Il a un statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et est membre fondateur de la Plate-forme des ONG sociales européennes. Voir aussi l'encadré "L'EAPN dénonce le double discours européen".

⑦ "EAPN Response to the Sociat Investment Package: Will it reduce poverty?" : <http://www.eapn.eu/en/news-and-publications/publications/eapn-position-papers-and-reports>

⑧ Adoptée au Conseil Européen de Lisbonne de mars 2000, la Stratégie de Lisbonne s'était donné comme objectif de faire de l'Union européenne "l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une crois-

sance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale".

Entre autres promesses, elle prévoyait l'éradication de la pauvreté dans l'Union européenne en dix ans. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Stratégie_de_Lisbonne

⑨ Qui plus est, cette contribution si favorable de la Belgique aurait, toujours selon Julien Van Gertsom, joui d'un appui considérable de la Hongrie et de l'Espagne. Quant on connaît les pratiques autoritaires et anti-sociales du Fides de Viktor Orban, notamment ses plans de "déportation" de chômeurs dans de vrais camps de travail surveillés par des policiers et militaires à la retraite, ou sa politique anti-Roms, et la politique austéritaire sauvage des gouvernements espagnols successifs, un tel "coup de chapeau" laisse rêveur...

⑩ Les budgets de référence pour des revenus décents sont constitués de paniers de biens et de services nécessaires concrets, avec le prix correspondant. De ce fait, ils explicitent très clairement ce que la société considère comme un minimum acceptable pour pouvoir mener une vie décente et peuvent donc être utilisés pour suivre et mesurer la pauvreté en Europe. D'après "Vers des budgets de référence européens pour la participation sociale. Que nous apprennent les budgets belges?", in "Pauvreté en Belgique : Annuaire 2012", KU Leuven.

⑪ Les autres étant, outre la pauvreté infantile, l'inclusion active sur le marché du

travail, les indicateurs de pauvreté, et le complément de ressources adéquat.

⑫ Exigence obsessionnellement répétée, qui délimite précisément les véritables intentions de l'Union européenne... et la marge de manœuvre quasi nulle des divers États qui la composent en matière de politique sociale, comme en témoignent notamment les déclarations de Monica De Coninck à La Libre - cf. "Monica De Coninck, ministre de l'Emploi... non convenable", Ensemble!, n° 75, nbp E.

⑬ Conclusion de son article "Chasse aux pauvres, l'offensive du gouvernement tripartite", Ensemble!, n° 75.

⑭ La RTBF a diffusé récemment un reportage glaçant sur ce scandale inouï, révélant des pratiques dignes de Dickens mais toujours en vigueur au Royaume-Uni, dont Ken Loach avait déjà fait l'objet de son superbe et poignant film Lady Bird, il y a une vingtaine d'années.

⑮ On se souvient de cette formidable sentence de Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, l'association patronale française : "La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi?" Cette "approche tout au long de la vie" est d'ailleurs un des premiers points mis en question par l'EAPN dans son document critique, qui relève que celle-ci sert de prétexte à un glissement accéléré d'un financement renforcé de mesures sociales sur une base structurelle vers des allocations temporaires

et conditionnées, au nom du dogme de l'activation rejetant la protection sociale universelle jugée trop "passive".

⑯ Voir Bernard Friot: *L'enjeu des retraites*, Ed. La Dispute, et la conférence-débat entre Mateo Alaluf et Michel Jadot "L'enjeu des pensions en Belgique", que l'on peut visionner sur le site de l'Université Populaire de Bruxelles.

⑰ Voir l'article : "La chasse aux pauvres redouble d'intensité"

⑱ Telle la proposition en ce sens de Bart De Wever pour un financement des allocations familiales sur une base strictement forfaitaire par enfant.

⑲ En l'occurrence à propos de l'index, mais la critique reste foncièrement juste pour l'ensemble de la protection sociale. On peut visionner sur le site de l'Université Populaire de Bruxelles la conférence-débat "Faut-il revoir l'indexation des salaires?", qui l'a opposé à Étienne de Callatj sur ce thème.

⑳ Il s'agit d'un certain nombre d'engagements que l'allocataire prend par rapport à sa situation sociale, ses études, etc., en signant un contrat avec le CPAS et conditionnant l'octroi (ou le maintien) de son aide sociale. Obligatoire pour les moins de 25 ans, il a tendance à se généraliser à l'ensemble du public des CPAS, notamment sous la pression des autorités fédérales.